



Le 29 septembre 2017

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Stoppons ce plan social..

La DGFIP supportera en 2018 l'ensemble des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État, soit 1 600.

Depuis sa création, la DGFIP aura ainsi perdu plus de 20 000 emplois, près de 37 000 depuis 2002.

Dans n'importe quelle institution ou entreprise de la taille de la DGFIP, cela s'appelle un plan social.

Pas de quoi se réjouir !

Ne soyez pas dupes !

Ce chiffre, qui peut paraître raisonnable, ne signifie pas que la Direction générale va mettre la pédale douce sur les restructurations en tout genre ou sur les évolutions négatives en matière de règles de gestion. Au contraire !

Nous sommes appelés à continuer de faire des efforts avant la liquidation de nos missions, de nos métiers, avec en prime et à la clé, le risque d'une mobilité forcée, y compris en dehors de la sphère publique.

Ce chiffre doit être surtout rapporté aux prévisions sur 5 ans : 50 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État (et nous en seront les principaux pourvoyeurs), promesse qui sera tenue, dixit notre ministre de tutelle.

D'ailleurs la communication de Bruno Parent souligne que « les efforts en matière de suppressions d'emplois » ont « vocation à se renforcer dans les années suivantes ».

Comment la DGFIP pourra-t-elle le supporter ?

La réponse se nomme « CAP 22 », ce Comité mis en place le 26 septembre par le Premier Ministre et qui aura pour mission de s'interroger sur : « l'opportunité du maintien et le niveau de portage le plus pertinent de chaque politique publique. Cela pourra notamment le conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions ».

La porte aux privatisations et aux abandons de missions est donc belle et bien ouverte. Et ce n'est plus une élucubration d'un syndicaliste en manque d'arguments, c'est une orientation claire.

Allons-nous accepter de payer pour les riches ?

Les orientations de fond de ce gouvernement ne se cachent même plus derrière ses choix budgétaires et économiques. Il s'agit de mettre à mort le modèle social qui régit les rapports sociaux dans notre pays depuis l'après guerre. La diminution, voire la suppression des services publics entre pleinement dans ce schéma. En plus, nous allons être frappés au portefeuille, avec dès le 1^{er} janvier 2018, une perte sèche de pouvoir d'achat.

L'alternative est simple : les soins palliatifs ou la lutte.

Solidaires Finances Publiques choisit la lutte.

Toutes et tous en grève le 10 octobre...

Et dès le 11, débattons des suites !

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.org